

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia

P. O. Box 3243

Telephone: 5517 700 Fax: 5517844

Site Web : www.au.int

SC19973 – 142/12/29/15

CONFÉRENCE DE L'UNION
Vingt-neuvième Session ordinaire
3 - 4 juillet 2017
Addis-Abeba (Éthiopie)

Assembly/AU/8(XXIX)
Original : anglais

RAPPORT DE S.E.M MAHAMADOU ISSOUFOU, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DU NIGER ET LEADER DES QUESTIONS DE LA ZONE
DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE (ZLEC)

**RAPPORT DE S.E.M MAHAMADOU ISSOUFOU, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DU NIGER ET LEADER DES QUESTIONS DE LA ZONE DE
LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE (ZLEC)**

A. INTRODUCTION

1. La Conférence des chefs d'État et de gouvernement, à sa vingt-huitième Session ordinaire, tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) en janvier 2017, m'a désigné comme leader du processus de négociations de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC). Il m'est demandé de présenter, aux termes de mon mandat, un rapport à la 29^e Session ordinaire des chefs d'État et de gouvernement sur les mesures prises pour assurer le respect de l'échéance fin 2017 pour la finalisation du document juridique et des annexes portant création de la ZLEC. J'ai accepté d'assumer ces responsabilités qui m'ont été confiées, à moi et à mon pays, avec humilité et honneur, et avec la volonté d'œuvrer au succès de ce mandat. Je saisis l'occasion pour exprimer à chacun d'entre vous ma gratitude cette marque de confiance et tout le soutien que vous m'avez apporté. Ainsi nous pourrons ensemble poser d'importants jalons pour notre génération et laisser un héritage durable à la jeunesse et à la postérité. Excellences, j'ai l'honneur de présenter mon rapport à la 29^e Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine.

2. Mon rapport comporte quatre parties, comme suit:

- a. Un bref rappel du Processus de négociations de la ZLEC pendant la période 2012 – 2015, et mon rapport se situe dans ce contexte.
- b. Les événements survenus pendant la période 2015-2016 : Les Résultats obtenus et la Situation actuelle;
- c. L'évolution de la situation au cours des six derniers mois, à savoir de janvier 2017 à juin 2017 ; et
- d. Les perspectives

B. RAPPEL DU PROCESSUS DE NÉGOCIATIONS DE LA ZLEC

3. Il vous souviendra que la 18^e Session ordinaire de la Conférence, tenue en janvier 2012 à Addis-Abeba (Éthiopie), a adopté un Plan d'action pour la stimulation du commerce intra-africain (BIAT). Nous avons également adopté une feuille de route pour la mise en place d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) à la date indicative de 2017. La Zone de libre-échange continentale (ZLEC) est l'un des domaines prioritaires du Premier plan décennal de mise en œuvre de l'**Agenda 2063** de l'Union africaine – **L'Afrique que nous voulons**.

4. La Conférence, à sa 25^e Session ordinaire tenue le 15 juin 2015 à Johannesburg (Afrique du Sud), a pris une autre décision stratégique et historique, de lancer les négociations de la ZLEC et d'adopter « un cadre et des principes pour guider les négociations de la ZLEC.

5. En décidant de créer la ZLEC, nous avons également souligné que le niveau d'ambition en matière de commerce des biens et de commerce des services devrait être suffisamment élevé (tout en tenant compte du principe de la géométrie variable). Cette décision a été prise afin que l'Accord final soit commercialement viable et crée de véritables opportunités économiques pour les hommes et les femmes d'affaires du continent et les investisseurs étrangers.

6. Ensuite, les 27^e et 28^e Sessions ordinaires de la Conférence de l'Union africaine ont réaffirmé notre engagement à achever les négociations de la ZLEC d'ici à 2017. Excellences, ces Décisions constituent un message fort et clair de notre détermination à réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés, et sont l'expression de notre détermination à améliorer les conditions de vie de nos populations.

C. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LA SITUATION EN 2015 - 2016

7. La Commission de l'Union africaine a travaillé en collaboration avec les États membres de l'Union africaine et les partenaires stratégiques clés ; et les résultats obtenus me donnent à penser que nous avançons dans la bonne direction. Les partenaires stratégiques sont les Communautés économiques régionales, la Banque africaine de développement (BAD), la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Les résultats obtenus auront été la mise en œuvre rapide des Décisions du Sommet afin d'accélérer le processus de mise en place de la Zone de libre-échange continentale.

8. Cette période a été marquée notamment par :

- a) **La mise en place de l'unité d'appui dédiée à la ZLEC.** Cette Unité fournit une assistance technique et une assistance en matière de négociations aux pays, ainsi que les services de secrétariat et l'appui technique aux réunions des différents niveaux de la structure de négociations de la ZLEC établis par les États membres.
- b) **La mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités** pour ceux qui sont impliqués dans les négociations : Le programme comprend des études techniques sur la ZLEC afin d'amener tous les États membres au même niveau de compréhension des questions qui sont l'objet de négociations. Le processus de renforcement des capacités sera un processus continu.
- c) **La sensibilisation** des parties prenantes régionales et continentales : Le Programme vise à mobiliser le secteur privé, les organisations de la société civile ainsi que d'autres acteurs non étatiques afin qu'ils s'approprient le processus de la ZLEC.
- d) **La création de sept groupes de travail technique** pour faciliter l'examen des différentes annexes de l'Accord de la ZLEC.

- e) **L'élaboration**, en collaboration avec les partenaires stratégiques, de **projets de textes d'instruments juridiques** qui régiront la mise en œuvre de la ZLEC.

9. En outre, la Commission travaille sur un programme pour l'élimination des barrières non tarifaires au sein de la Zone de libre-échange continentale, conformément à la Décision que nous avons adoptée à notre 27^e session. Ce programme facilitera la libre circulation transfrontalière des biens sur le continent.

10. Les années 2015 et 2016 ont jeté les fondements pour la conclusion rapide et effective des négociations. Ceci a permis, depuis la Conférence de janvier 2017 où j'ai été investi du mandat de leader du processus de la ZLEC à ce jour, d'accélérer le processus de négociations à travers la tenue de réunions importantes.

D. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, À SAVOIR DE JANVIER À JUIN 2017

11. Suite aux informations que m'ont fournies l'ancien Commissaire au commerce et à l'industrie et le nouveau Commissaire, j'ai décidé d'accueillir à Niamey, les réunions des structures de négociations, qui ont eu lieu pendant la période du 5 au 16 juin 2017, à savoir:

- a) la sixième Réunion du Forum de négociations de la ZLEC ;
- b) la troisième Réunion des hauts fonctionnaires du commerce ; et
- c) la troisième Réunion des ministres du Commerce de l'Union africaine.

12. J'ai pris la parole devant la session des ministres, à la séance plénière et à la séance, et à cette occasion, j'ai souligné qu'il était important de respecter l'échéance de décembre 2017 pour la mise en place de la Zone de libre-échange continentale. J'ai également assuré les ministres de mon soutien total pour les négociations cruciales qu'ils mènent. En outre, j'ai invité les ministres à tenir leur prochaine réunion à Niamey. Les principaux résultats de la réunion de Niamey sont les suivants :

- a) **L'Accord sur les modalités de libéralisation du commerce des biens.** Ces modalités traduiront notre engagement et détermineront le rythme auquel nous allons éliminer les tarifs appliqués actuellement aux produits que nous importons d'autres pays africains. Les ministres du Commerce ont fixé l'objectif ambitieux de 90% pour la libéralisation, qui prend en compte l'objectif global d'intégration de notre continent. En outre, ces modalités donnent suffisamment de flexibilités et de temps à nos pays pour opérer les ajustements nécessaires et mettre en œuvre les importants engagements qu'ils prendront dans le cadre de la ZLEC. L'étape suivante sera pour les pays, de proposer des tarifs qui seront consolidés en un régime qui sera annexé à l'Accord principal de la ZLEC.

- b) Je voudrais cependant indiquer que sept de nos États membres ont émis des réserves concernant l'objectif ambitieux de 90% de libération et ont proposé plutôt 85% compte tenu de leurs situations économiques. Je me propose de discuter de la question avec mes collègues des pays concernés en vue de parvenir à un large consensus sur le taux de libéralisation. J'espère que nous parviendrons, dans un esprit de solidarité et de panafricanisme, à parler d'une seule voix et à mettre pleinement en œuvre l'instrument juridique de la ZLEC, lorsqu'il sera signé et ratifié.
- c) En outre, la réunion des ministres du Commerce a adopté des modalités pour la libéralisation du commerce des services. Ces modalités constituent une base pour la libéralisation du commerce des services entre les États membres de la ZLEC, ainsi que pour la coopération future en matière de réglementation, conformément aux engagements pris par les États membres. À cet égard, je voudrais réitérer que ces modalités donnent suffisamment de flexibilités aux différents pays, en rapport avec leurs niveaux de développement. J'ai la ferme conviction que la ZLEC offrira des opportunités et des avantages à tous nos pays, petits ou grands, enclavés, moins avancés ou petits pays insulaires.
- d) La 3^e réunion des ministres du Commerce de l'Union africaine a adopté un calendrier révisé de réunions pour nous permettre de conclure les négociations en décembre 2017, au plus tard, conformément à la directive de la Conférence de l'Union. Les ministres ont décidé de programmer des réunions techniques supplémentaires cette année pour permettre la conclusion des négociations à l'échéance convenue. À cet égard, les négociations de la ZLEC nécessiteront des ressources supplémentaires conséquentes à fournir dans le cadre du processus de budget supplémentaire de l'Union africaine, et j'ai espoir que ces ressources nécessaires seront allouées et je compte sur le soutien des organes délibérants appropriés de l'Union africaine. Je réaffirme ma disponibilité à accueillir les réunions des ministres du Commerce et du Comité technique spécialisé sur la justice et les affaires juridiques (CTS), à la fin de novembre 2017 et au début décembre 2017, respectivement.
- e) Les ministres ont souligné la nécessité de veiller à ce que la participation aux négociations se fasse aux niveaux appropriés. Cela est essentiel pour la constitution du quorum à chaque réunion et pour faciliter la prise de décisions stratégiques.
- f) Les ministres ont également saisi l'occasion pour prendre des décisions sur l'AGOA (Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique). Les ministres du Commerce ont été informés par leur homologue du Togo que le prochain Forum de l'AGOA est prévu du 8 au 10 août 2017 au Togo, sous réserve de la confirmation de l'Administration américaine. En outre, les ministres du Commerce de l'UA ont pris note de la demande de la RDC aux pays africains pour qu'ils soutiennent sa réadmission comme bénéficiaire du programme AGOA, ce qui répondrait à l'engagement des États membres de

l'Union africaine à parler d'une seule voix sur les questions liées au commerce international.

- g) Par ailleurs, les ministres ont décidé de tenir une réunion préparatoire de la Conférence ministérielle de l'OMC (MC-11), prévue à Buenos Aires (Argentine), en décembre 2017. Ils se sont également félicités de l'offre de la République d'Afrique du Sud d'accueillir une session spéciale pour préparer une position africaine commune pour la 11^e Conférence ministérielle de l'OMC (MC-11).

13. La réunion des ministres du Commerce a été un réel succès sur deux plans. Elle a donné des directives claires pour les négociations des textes juridiques. Elle a également réaffirmé l'engagement des ministres à respecter la décision du Sommet relative à la mise en place de la ZLEC d'ici à décembre 2017.

E. VOIE À SUIVRE

14. Les ministres du Commerce ont indiqué que la ZLEC et le programme d'intégration économique ne devraient pas entrer en concurrence avec d'autres questions sur l'ordre du jour du Sommet de janvier 2018 qui sera déjà surchargé, mais devraient plutôt faire l'objet d'un sommet extraordinaire, au cours du premier trimestre de l'année prochaine. Les ministres ont indiqué qu'ils allaient réfléchir sur la question jusqu'à la tenue de leur réunion qui aura lieu vers la fin de l'année, en novembre 2017, où ils formuleront une recommandation spécifique.

15. Je vous invite, Excellences, à demander à vos ministres du Commerce d'entreprendre des activités nationales de sensibilisation de l'ensemble des parties prenantes afin que tous les citoyens des pays africains soient pleinement informés des efforts qui sont faits pour mettre en place la Zone de libre échange continentale (ZLEC). Vous conviendrez avec moi qu'une telle campagne de sensibilisation sera de nature à permettre une ratification plus rapide de l'instrument juridique de la ZLEC, une fois qu'il sera signé.

16. En ma qualité de leader désigné par vous, je vous donne l'assurance, Excellences, que je jouerai pleinement mon rôle, en collaboration avec le Président de la Commission de l'Union africaine et le Commissaire en charge du Commerce et de l'industrie, pour conduire le processus de mise en place de la Zone de libre-échange continentale, dans les délais prévus.

17. Nous devons savoir que le monde entier nous regarde. Nous devons également savoir que les États membres sommes les acteurs et les propriétaires du processus de négociation de la ZLEC. Nous devons donc répondre aux attentes du monde et à nos propres attentes en mettant en place la ZLEC dans les délais fixés. Nous le devons, à nous-mêmes et aux générations futures, de créer un marché intégré, qui élargisse nos perspectives de progrès socio-économiques.

18. La finalité pour nous est Une Afrique avec un marché unique, parlant d'une même voix forte, conformément à notre vision d'Une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale ».

F. CONCLUSION

19. Avant de conclure, je tiens à remercier nos partenaires de la coopération au développement qui nous ont apporté un appui financier important dans le cadre des négociations. Nous apprécions grandement leur soutien. Nous espérons que nos partenaires continueront à collaborer avec nous dans la mise en œuvre des programmes de la Zone de libre-échange continentale.

20. En conclusion, nous pouvons dire que les négociations sont actuellement dans une phase et nous devons maintenir la dynamique, tout en veillant à ne pas revenir en arrière. Il nous appartient de mandater nos délégations qui travaillent avec diligence afin de conclure les négociations dans les délais, et de parvenir à des résultats commercialement viables.

21. Notre motivation de réussir la mise en place de la ZLEC est dictée par notre vision d'une Afrique intégrée, prospère et en paix. Contrairement aux négociations internationales dans lesquelles nous sommes engagés, la ZLEC traduit notre désir de créer nos propres opportunités et de trouver nos propres solutions. Nous ne pouvons pas éviter les négociations, mais nous devons veiller à ce qu'elles ne deviennent pas un obstacle à la réalisation de notre vision.

PROJET
DÉCISION SUR LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE (ZLEC)
Doc. Assembly/AU/8(XXIX)

La Conférence,

1. **PREND NOTE** avec satisfaction du rapport sur l'état d'avancement des négociations sur la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) présenté par S.E.M Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger et Chef de file du processus de négociation;
2. **RÉAFFIRME** l'engagement de l'Union africaine de conclure les négociations sur la Zone de libre-échange continentale d'ici décembre 2017;
3. **APPROUVE** les modalités de négociation en matière de commerce des services ainsi que les modalités des négociations tarifaires avec un niveau d'ambition de 90% d'élimination des lignes tarifaires conformément aux modalités adoptées et **DEMANDE INSTAMMENT** aux ministres de conclure les négociations sur les produits sensibles et les listes d'exclusion;
4. **DEMANDE** à la Commission d'assurer des fonds supplémentaires pour le calendrier révisé des réunions afin de permettre aux États membres de l'UA de conclure le projet de texte juridique et ses annexes avant décembre 2017;
5. **DEMANDE** aux États membres de l'UA d'entreprendre des activités nationales de sensibilisation des parties prenantes pour permettre à tous les citoyens africains de comprendre et de s'approprier pleinement le processus de mise en place de la Zone de libre-échange continentale.

2017-07-04

Report on the Status of the Continental Free Trade area (CFTA) Negotiations by HIS Excellency Issoufou Mahamadou, President OF the Republic of Niger and Leader of the Continental Free Trade AREA (CFTA) Process

African Union

DCMP

<https://archives.au.int/handle/123456789/9025>

Downloaded from African Union Common Repository